Questions orales

ma question au vice-premier ministre: Le gouvernement croit-il qu'il existe un moyen de prolonger le délai si cela est nécessaire et qu'entend faire le gouvernement fédéral devant la situation au Manitoba?

• (1120)

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Madame la Présidente, à l'article 1 du document signé la semaine dernière, les premiers ministres du Nouveau-Brunswick, du Manitoba et de Terre-Neuve se sont engagés clairement à faire tous les efforts possibles pour arriver à une décision avant le 23 juin 1990.

Nous sommes toujours d'avis que cet objectif est réalisable et nous croyons aussi que les trois assemblées législatives s'efforcent sérieusement de l'atteindre. Nous prévoyons que chaque assemblée législative, en l'occurrence celle du Manitoba, trouvera le moyen de régler les questions de procédure. À l'issue des réunions d'hier, le gouvernement fédéral a offert son aide sous toute forme utile, notamment par des discussions avec les autochtones. Des discussions se poursuivent afin de déterminer si nous pouvons contribuer à sortir l'assemblée législative de l'impasse.

Mme le vice-président: Le très honorable député de Vancouver Quadra.

Des voix: Bravo!

Le très hon. John N. Turner (Vancouver Quadra): Madame la Présidente, ma question s'adresse également au vice-premier ministre.

Il semblerait que le Manitoba ne ratifiera pas l'Accord du lac Meech dans les délais prescrits. Il y a quelques minutes, l'Assemblée législative manitobaine a ajourné ses travaux jusqu'à lundi, et les députés sont de plus en plus pessimistes à ce sujet.

Que personne ne blâme Elijah Harper ou les autochtones du Canada. Le blâme revient à un seul homme, celui qui, de son propre aveu, a choisi le jour où il lancerait les dés. En reportant la conférence des premiers ministres à une date ultérieure, il a mis en jeu l'avenir du pays.

Voici ma question au vice-premier ministre: va-t-il se rendre immédiatement chez son chef, le premier ministre du pays, et lui dire en termes non équivoques que lui seul est responsable de la crise constitutionnelle actuelle?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Madame la Présidente, j'assure au très honorable député que nous ne blâmons personne, surtout pas Elijah Harper.

Dans un régime démocratique, un député a le droit d'invoquer les règles de procédure et de se prévaloir de ses privilèges. Je trouve plutôt étrange qu'à cette heure tardive le très honorable député parle de crise et fasse une déclaration strictement politique. Je m'abstiens de commenter la dernière partie de sa question.

Le très hon. John N. Turner (Vancouver Quadra): Madame la Présidente, le premier ministre de Terre-Neuve et du Labrador et le premier ministre du Manitoba ont tous deux prévenu le premier ministre à plusieurs reprises ces derniers mois qu'il ne restait plus beaucoup de temps pour l'adoption de l'Accord du lac Meech. Le chef de l'opposition a fait de même. Pourtant, le premier ministre a refusé de tenir compte des avertissements de ses deux homologues. Il a laissé le temps filer et la pression monter.

Je reprends ma question. Le vice-premier ministre fera-t-il comprendre à son chef que les conséquences de son geste sont graves et que la responsabilité de régler un problème qui s'est beaucoup aggravé incombe au premier ministre du Canada, qui nous a entraînés dans ce gâchis?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Madame la Présidente, je ne veux pas ergoter, mais le très honorable député se rappellera sûrement que les premiers efforts pour dénouer l'impasse ont été faits par l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, qui a avancé l'idée d'une résolution parallèle. Le gouvernement fédéral a alors agi immédiatement en créant le comité Charest.

C'est un fait. C'est ce qui s'est passé et, bien honnêtement, quoi qu'en pense le député, tous les premiers ministres se sont engagés à déployer tous les efforts